

RÉCHAUFFER LA BANQUISE

Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

• DECEMBRE 2004 • HORS SERIE N U M E R O 1 •

• LES PUBLICATIONS DU CACTUS •

CÔTE D'IVOIRE : LES SOUBRESAITS DU POST-COLONIALISME

❖ EDITO

Par Jean-Luc Gonneau

Nous avons décidé d'éditer, en fonction de l'actualité, en fonction aussi des contributions qui nous parviennent, des numéros hors-série. Voici le premier, consacré à la crise qui secoue la Côte d'Ivoire.

*Nous n'aurions pas pu conduire cette initiative sans la contribution très documentée de **Danielle Bleitrach**. Qu'elle en soit vivement remerciée.*

Nous avons été quelques-uns à rester dubitatifs lors de la signature des accords dits de Marcoussis. Il était en effet manifeste, et les parties ivoiriennes en présence, celle du président Gbagbo particulièrement, ne s'en cachaient guère, que leur application serait aléatoire. Ce fut pis encore. A la décharge du ministre des affaires étrangères de l'époque, Dominique de Villepin, on reconnaîtra volontiers que la situation était, et demeure, plus qu'épineuse. Il est en effet difficile de cerner, vu d'ici les mobiles réels de la rébellion contre le pouvoir en place. Certes, le président Gbagbo avait éliminé par une argutie juridique sur laquelle il faudra revenir, son principal rival, Alessane Ouattara lors de l'élection présidentielle. Mais il n'est pas établi que les liens, qui existent, entre Alessane Ouattara et Guillaume Soro, leader des Forces nouvelles rebelles font du second l'instrument du premier. De même, s'il est évident que le président du Burkina-Faso, Blaise Compaoré, manifeste quelque sympathie envers les Forces Nouvelles, il n'est pas établi qu'il fournit l'aide même si plusieurs indices le laissent à penser. Et si tel était le cas, pour quels motifs ? Pour le compte d'autrui ? Contre de l'argent ? Pour accroître une influence ?

Voilà donc la France dans un redoutable guêpier. Elle a signé avec la Côte d'Ivoire un traité d'assistance militaire au pouvoir légitime, elle a reconnu comme légitime l'élection de Laurent Gbagbo, elle intervient maintenant non pas comme assistante militaire du gouvernement, mais comme force, en principe, « impartiale » pour contenir les actions militaires engagées par les deux parties, aux côtés mais en aussi en parallèle, avec des contingents africains, mais avec la bénédiction de l'ONU et de l'organisation des Etats Africains. Rien, décidément, n'est simple.

L'élection présidentielle est prévue pour l'année prochaine. Elle pourrait être l'occasion de trouver une solution démocratique. Mais la paix civile nécessaire à son déroulement sera-t-elle assurée ? Et quel jeu jouera l'ancien dauphin du patriarche Henri Konan Bédié, l'inventeur de l'ivoirité, qui avait - déjà - servi de prétexte pour éliminer Alessane Ouassara au motif de son origine non ivoirienne, et qui, aujourd'hui, s'est rapproché de ce dernier ? Quand on dit que rien n'est simple...

*Outre la contribution de **Danielle Bleitrach**, qui cite aussi, en note, l'écrivain **Ahmadou Kourouma**, **João Silveirinho** interroge le crépuscule de la « Françafrique »*

Bonnes lectures !

❖ FRANÇAFRIQUE : LE CREPUSCULE ?

Par João Silveirinho

« On dira ce qu'on voudra du père De Gaulle, il a quand même réussi l'accession à l'indépendance des pays d'Afrique noire francophones sans verser le sang. Mieux que les britiches, mieux que les portos, les belges, n'en parlons pas ». Ce propos entendu au café des sports, mon café du commerce à moi, n'est pas dénué de fondement. Bémolisons cependant.

L'indépendance n'a pas été, pour les pays en question, synonyme de décolonisation. De Gaulle avait laissé Foccart et ses hommes encadrer étroitement les nouveaux gouvernants. Le réseau Foccart perdura sous Pompidou et Giscard. Il fut bien utile pour maintenir une emprise économique et politique forte de l'ancienne métropole. Les intérêts pétroliers français, dont on commence à connaître le rôle plus que trouble, fournisseurs d'armes pour des milices de tous poils, corrupteurs absolus, la main mise d'entreprises comme l'actuel groupe Bolloré sur une part importante du commerce extérieur demeurent jusqu'à aujourd'hui très présents.

François Mitterrand ne changea guère les choses. Jean-Pierre Cot, un temps, bref, en charge ministérielle de la coopération voulut se mêler de droits de l'homme et de démocratie, mais le président lui signifia très vite d'aller jouer dans d'autres cours, ce dont le pauvre Cot ne se remit jamais vraiment, politiquement s'entend. L'Afrique mitterrandienne fut donc confiée, de fait, à d'autres hommes de réseaux, tels le dentiste Guy Penne, très introduit dans la franc-maçonnerie commune à bien des dirigeants africains de l'époque, et encore puissante aujourd'hui, sans même parler du folklorique Papamadi ou du joyeux fêtard Christian Nucci, impliqué dans le scandale du « Carrefour du Développement », dont au sujet duquel on vit apparaître Charles Pasqua, autre figure des réseaux de la Françafrique, canal corse historique, dans le rôle d'émetteur de vrai-faux passeport.

Privé de Foccart qui a bien été obligé de mourir un jour, en froid avec M^ossieur Charles, Jacques Chirac est, depuis son accession à la présidence de la république, bien en peine de continuer cette douteuse tradition. C'est pas

qu'il voudrait pas, mais il a perdu, en ce domaine comme dans tant d'autres, la main.

Depuis les indépendances de 1960, aucun gouvernement français n'a agi sérieusement pour aider les anciennes colonies dans la voie de la transition démocratique. Au contraire, on vit un Giscard d'Estaing condescendre aux sinistres palinodies de son autoproclamé cousin empereur Bokassa, on vit les gouvernements successifs soutenir sans ciller des gouvernants dont le souci principal était de remplir leurs caisses personnelles.

Nous ne faisons pas partie des naïfs, en tout cas pas trop. Nous savons que les relations internationales sont fondées sur des rapports de force. Nous ne ferons pas le procès à la France d'avoir tenté de protéger certains de ses intérêts économiques. Car nous savons aussi que, la France partie, l'autonomie des pays africains de la francophonie ne serait pas plus assurée, vite remplacée par des concurrents piaffant d'impatience, les Etats-Unis, toujours, l'URSS, dans le temps, la Chine, déjà, entre autres. Quant à l'Union Européenne, c'est la grande absente de l'Afrique, où elle se montre pour ce qu'elle est devenue, un club de semi-nantis égoïstement repliés sur eux-mêmes. Et ce n'est pas le projet de constitution qu'on nous propose qui fera avancer le schmilblick, bien au contraire.

Mais la realpolitik a des limites, quand même. Et des idées nouvelles sont apparues. Sami Naïr et quelques autres ont défini, par exemple la notion de codéveloppement, qui envisage une coopération sur un pied d'égalité et non de dépendance, qui introduit dans le jeu de la coopération les migrants, oubliés de ces histoires, méprisés trop souvent en Europe, suspects trop souvent dans leur pays d'origine.

Et ce serait aussi la moindre des choses de redonner aux africains leur dignité perdue. Aux anciens de l'armée française, par exemple, dont on fait semblant de ne découvrir qu'aujourd'hui leur rôle qu'ils ont joué, chair à canon plus souvent qu'à leur tour, dans les deux guerres mondiales du siècle dernier. Attend-on qu'ils aient tous disparu pour revaloriser les pensions chèrement gagnées ? La dignité, elle s'acquiert aussi sur notre sol, en luttant contre les

discriminations et les racismes, en offrant aux immigrés des conditions d'accueil décentes.

La dignité retrouvée, ce serait aussi la condescendance oubliée. Que penser d'une des dernières réparties de notre président concernant la Côte d'Ivoire. Le voilà navré des violences qui ravagent ce pays, jusque là, ça peut aller, d'autant plus que « les africains sont d'un naturel joyeux ». Ben voyons ! Tu pourrais ajouter, président, qu'ils courent vraiment très vite, qu'ils ont le rythme dans la peau et des attributs virils au dessus de la moyenne.

Nous ne nous prononcerons pas ici sur l'action de la France en Côte d'Ivoire ces derniers jours. Nous ne savons pas si les tirs de l'armée française sur la foule à Abidjan sont du ressort ou non de la légitime défense. Nous savons par contre que la situation que vit ce pays est le résultat d'une démocratie dont les malformations sont le fruit d'une décolonisation mal conduite. En ce sens, la France a sans doute un rôle à jouer, y compris dans sa contribution au maintien de l'ordre, et à condition que ce maintien ne contribue pas à faire perdurer les tares de l'ordre ancien.

En Côte d'Ivoire même, les différents protagonistes ne sont pas sans taches, loin de là. Henri Konan Bédié a ressuscité l'ivoirité, dont Jean-François Bayart (CNRS/CERI) a montré par ailleurs qu'elle des ascendances anciennes, ce qui ne la justifie à aucun titre. Alassane Ouattara, un ancien du FMI, adepte du libéralisme, a appliqué fermement, y compris par la répression, les programmes d'ajustements structurels du même FMI, dont Philippe Hugon (ParisX/IRIS) a analysé les conséquences désastreuses pour l'économie du pays. Laurent Gbagbo laisse agir (et selon certains encourage) des milices sanguinaires et muselle la presse indépendante. Ahmadou Diarra, premier ministre d'un gouvernement d'union nationale fantôme, est un cheval de retour du temps d'Houphouët-Boigny. Et les Forces Nouvelles s'appliquent à ne pas appliquer les accords de Marcoussis sur le désarmement. Nous ne sommes sans doute pas sortis de l'auberge ivoirienne, et pendant tout ce temps, la victime est toujours la même : le peuple.

❖ LA SITUATION DE LA COTE D'IVOIRE

Par Danielle Bleitrach

Le rôle historique de la colonisation française en Afrique et la manière dont la France a contribué aussi bien à la traite des esclaves (1) qu'à la situation actuelle de ce continent qui croule sous les dettes étrangères, est asphyxié par la pauvreté et les épidémies, souffre traditionnellement d'un manque d'investissements, les grandes puissances colonisatrices ayant toujours voulu maintenir l'Afrique comme une réserve de matière première, dans un échange de plus en plus inégal, doit être dénoncé.

L'Afrique est parmi les continents du sud voués au sous-développement un de ceux qui souffre le plus de l'actuelle mondialisation capitaliste au nouveau stade de l'impérialisme, les pays occidentaux pratiquent un protectionnisme en particulier dans le domaine agricole et donc créent une situation de concurrence inégale avec les productions rurales du sud, les ruinent, empêchent tout développement auto-centré. Les violences qui secouent le continent africain ne peuvent pas être isolées de ce pillage qui a détruit et continue de détruire les hommes, le climat et la terre africaine.

C'est le cas en Côte d'Ivoire comme dans d'autres pays africains où la crise semble opposer le nord et le sud du pays sur des bases à la fois religieuses et ethniques. Mais au-delà de ces données fondamentales la situation actuelle en Côte d'Ivoire mérite quelques précisions complémentaires.

La spécificité de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, 16 millions d'habitants pour une superficie de 322 000 kilomètres carrés, a été colonisé plus tardivement en raison de sa zone côtière marécageuse, sur laquelle a été construite la capitale Abidjan (4 millions d'habitants). La moitié inférieure du pays est occupée par la zone forestière tandis que les savanes septentrionales font la transition avec les pays du Sahel. L'exploitation de la forêt et sa destruction par des cultures d'exportation ont fait disparaître une importante partie du couvert originel et déjà commencent à apparaître des indices de désertification. Il est à noter que la plupart des conflits "ethniques" en Afrique apparaissent avec la désertification.

La Côte d'Ivoire a été dirigée d'une main de fer par Félix Houphouët-Boigny de l'indépendance (1960) à 1993. Il y eut alors en Côte d'Ivoire ce qui a été appelé le "miracle ivoirien". Le pays a connu un rythme de croissance exceptionnel à partir de l'indépendance. Le taux annuel de croissance s'est élevé de 11 % à 12 % de 1960 à 1965, alors qu'il n'était que de 8 % avant l'indépendance. Tous les secteurs pendant cette période en ont bénéficié. L'agriculture vivrière (7%), l'agriculture des plantations (10%), l'exploitation forestière (20%), l'industrie, l'artisanat et la construction (14%), les communications, le commerce et les services 10 %, l'administration (12%). Le produit intérieur brut a presque quadruplé pour atteindre 230 milliards de CFA en 1965. Les emplois dans l'administration se multiplièrent.

Pour attirer la main-d'oeuvre étrangère Houphouët-Boigny accorda beaucoup d'avantages aux étrangers émigrant en Côte d'Ivoire, ils eurent tous les droits des nationaux. À partir des années 80 où l'on découvrit la "dette" africaine et où l'on imposa à l'Afrique les plans d'ajustement structurels et la mise en coupe réglée des Etats, le seul endroit où il existait suffisamment de capitaux pour investir, la Côte d'Ivoire, parut, tout en adoptant une politique néo-libérale, être une des économies qui subissait le moins la crise et l'asphyxie du continent africain (2).

Mais à la mort d'Houphouët-Boigny, la crise était là et les prix des produits d'exportation, le café et le cacao, avaient baissé de plus de 50 %. La pression sur les dépenses publiques, les privatisations, imposées par les plans d'ajustement structurel ne faisait qu'augmenter la gabegie et la corruption, tout en détruisant pour les Ivoiriens comme pour les autres pays africains des réalisations en matière de santé, d'éducation.

Les difficultés s'accumulaient, difficultés économiques liées à la mondialisation auxquelles il faut ajouter celles de la succession d'Houphouët-Boigny. Il y eut trois personnes qui se disputèrent sa succession : le général Robert Gueï, chef de l'état-major, Alassane Ouattara, le premier ministre, et Henri Konan Bédié, le président de l'Assemblée nationale, qui d'après la Constitution devait lui succéder. Un des premiers problèmes auquel dut faire face le nouveau gouvernement dirigé par Konan

Bédié, fut la raréfaction des emplois administratifs pour les jeunes ivoiriens diplômés et l'idée vint de les renvoyer vers les terres déjà occupées par les immigrants attirés par le boom économique. C'est alors que surgit l'idée d'ivoirité qui devint doctrine d'État. L'ivoirité exclut non seulement les immigrés mais également les Ivoiriens du Nord, souvent musulmans.

Le conflit ivoirien

La Côte d'Ivoire a été organisée en colonie, les frontières précisées lors de la création de l'Afrique occidentale française (AOF) en 1904. En fait se sont succédés des peuplements divers : il existe environ 80 ethnies en Côte d'Ivoire. Le concept d'Ivoirité repose sur la définition d'une population primitive « paléonegritique » (les « premiers nègres ») qui auraient été refoulés vers les zones marécageuses par des vagues d'émigration venues du Sahel et des zones environnantes depuis le Xe siècle. Sa définition, qui intervient dans les problèmes de succession, exclut donc les populations de travailleurs immigrés attirés par le boom économique des années 60 et la désignation d'ethnies arrivées depuis le XII e siècle(3).

L'ivoirité exclut les immigrés mais aussi les Ivoiriens du nord, souvent musulmans. Résultat : un coup d'Etat militaire renverse Bédié sans effusion de sang. Le peuple applaudit dans la rue les militaires qui tirent en l'air. Les militaires nomment à leur tête le général Gueï. Le 23 juillet 2000 le projet de constitution élaboré par le chef de la junte, en vue d'un retour des civils au pouvoir, est adopté à plus de 80 %. Le 23 octobre le scrutin présidentiel est ouvert. Seul parmi les personnalités connues, Laurent Gbagbo a pu se présenter contre Gueï. Il n'a pas été invalidé comme Ouattara et tous les candidats PDCI (l'ancien parti unique) susceptibles de porter ombrage à Gueï. Il n'a pas été invalidé parce qu'il est en tête d'un parti populiste qui pourrait organiser des manifestations violentes si leur leader n'est pas autorisé à se présenter.

A la surprise générale, la commission électorale déclare Gbagbo élu avec 51 % des suffrages exprimés. Gueï, en colère, dissout la commission et se proclame élu. Aussitôt des

manifestants, surtout des partisans de Gbagbo descendent dans les rues et investissent le palais présidentiel. Gueï, en fuite, disparaît. Mais les partisans de Ouattara, en majorité des musulmans du nord, en profitent à leur tour pour demander des nouvelles élections plus régulières. Ils se heurtent aux partisans de Gbagbo et à la gendarmerie qui soutient Gbagbo.

Après les affrontements on découvre le charnier de Youpougon, une ville dortoir de la banlieue d'Abidjan. On y trouve de nombreux musulmans tués, jetés dans un charnier géant. Le charnier de Youpougon crée un traumatisme chez les musulmans du nord. Gbagbo fait organiser un procès qui se termine par des non-lieux. Et ce sont les responsables du charnier qui continuent à tuer sous le nom des " dragons de la mort ".

Gbagbo a tenté de faire oublier qu'il a été mal élu et que ses partisans ont tué et continuent de tuer. Il a organisé un forum de réconciliation et a commencé à traduire en faits les recommandations de ce forum. Un gouvernement d'union a été constitué. La nationalité de Ouattara comme ivoirien a été reconnue. Gbagbo croit qu'il est sur le point de réussir à mettre fin à tous les malaises qui gênent l'action de son gouvernement. A la surprise générale, pendant que le chef de l'Etat est en voyage officiel en Italie, éclate un coup d'Etat à Abidjan le 19 septembre 2002. Le ministre de l'Intérieur est assassiné, le général Gueï et toute sa famille sont victimes des terribles " dragons de la mort ". Des forces rebelles commencent à occuper les préfectures du nord. Devant elles, les forces loyalistes reculent.

L'intervention française

Mais il y a près de 20 000 Français en Côte d'Ivoire, dont 16 000 à Abidjan la capitale économique du pays. Il faut absolument empêcher l'entrée des rebelles dans cette ville. La France intervient pour se placer entre rebelles et loyalistes. Elle intervient provisoirement. Ses forces seront remplacées par des forces africaines de la CDEAO (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) quand elles pourront être réunies par les Etats membres de cette communauté. .

Les forces ousiniennes du maintien de la paix ont été envoyées, en Côte d'Ivoire, après la signature, par le Président Laurent Gbagbo et les partis et groupes rebelles, d'un accord de paix, à l'initiative des pays ouest-africains et sous les pressions françaises, accord qui envisageait, outre la formation d'un gouvernement de coalition, le début des opérations de désarmement, après, bien entendu, l'amendement de quelques lois du Parlement ivoirien. Ce sont les accords de Marcoussis.

Les rebelles ont refusé, cependant, de procéder au désarmement, tant qu'un certain nombre de lois, dont celle qui impose des conditions pour les candidats aux élections présidentielles, ne seraient pas amendées. Et à l'approche des élections présidentielles ivoiriennes, prévues, pour les premiers mois de 2005, l'amendement de cette loi s'avère primordial pour les rebelles. Rappelons que, d'après cette loi, seules, les personnes qui ont des parents d'origine ivoirienne, peuvent se présenter en tant que candidats aux Présidentielles, alors que quatre ivoiriens sur dix sont d'origine étrangère et que la plupart d'entre eux soutiennent les rebelles. Il sera donc très difficile d'empêcher l'éclatement de nouveaux conflits militaires, tant que de telles questions ne seront pas résolues en Côte d'Ivoire.

L'Afrique francophone, composée des ex-pays colonisés, a été et continue d'être le pré carré de la France, qui lui assure en particulier un poids à l'ONU, mais la France n'a plus tout à fait les moyens de sa politique. Sur le plan économique, non seulement elle ne fournit pas l'aide attendue, mais son intégration dans l'Europe, dont la politique a provoqué l'hostilité des pays africains, a distendu les rapports avec Paris, sans parler de la création de l'euro, qui fragilise le franc CFA.

De surcroît, sur le plan militaire, elle garantissait grâce à ses interventions musclées la stabilité de régimes autoritaires. L'affaire du Rwanda a démontré ses incapacités et pire encore. La fin du système gaullien avec les réseaux "Foccard" a débouché sur de pures et simples escroqueries pendant l'ère Mitterrand. La Côte d'Ivoire illustre bien cette incapacité dans la mesure où les deux camps estiment que la France ne prend pas parti pour eux et ne joue

pas le rôle attendu d'un soutien du pouvoir mais d'arbitre sous le parapluie de l'ONU.

Dans un tel contexte on peut bien évidemment s'interroger sur la capacité de la France à être à la fois "représentant de l'ONU" et puissance colonisatrice, le mélange des rôles n'éclairant pas nécessairement les enjeux. Mais la France est confrontée au problème de ses résidents, plus de 20.000 en Côte d'Ivoire, donc une sorte de problème des "rapatriés" à plus petite échelle.

Les français animent un réseau de PME, mais la ressource principale du pays, le cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial, est déjà aux mains de multinationales nord-américaines.

Quel est le rôle des États-Unis ?

Car la situation en Côte d'Ivoire illustre aussi les rivalités entre pays impérialistes, et la contrainte pour les anciennes puissances européennes d'accepter la vassalisation envers les États-Unis, ce que la Grande-Bretagne fait sans états d'âme. Ainsi il est clair que dans l'affaire de la Côte d'Ivoire, les États-Unis tentent systématiquement de mettre en difficulté la France pour lui faire payer son attitude au Moyen-Orient (1). Dans l'entourage du président Laurent Gbagbo et parmi les dirigeants des "jeunes patriotes", il paraît évident que les forces de la CIA sont à l'oeuvre. Il faut aussi noter l'influence massive des évangélistes en Côte d'Ivoire. Quelques images de la télévision nous ont montré cette pancarte en anglais où il est écrit : "Chirac est pire que Ben Laden", destinée à l'opinion publique nord américaine, ou encore ces croix de bois brandies par les "patriotes". La réélection de Bush, autant que la proximité des élections présidentielles en Côte d'Ivoire, est sans doute une des clés du bombardement des forces françaises à Bouaké. Et peut-être également l'accueil par la France d'Arafat, car comme partout la croissance de l'influence des États-Unis est accompagnée de l'arrivée de conseillers militaires israéliens et le conflit de l'ivoirité a aussi une dimension religieuse avec le sud chrétien et le nord musulman.

L'aviation ivoirienne a bombardé plusieurs régions, dont Bouaké, deuxième grande ville ivoirienne, au Nord de la Côte d'Ivoire, régions qui ont abrité, durant ces 2 dernières années, les

rebelles, connus, actuellement, sous le nom des « Forces nouvelles ». L'armée ivoirienne a mené ces raids contre Bouaké, pour faire une démonstration de force et montrer sa capacité à mettre un terme à la

crise politique. En effet, l'éclatement d'une guerre en Côte d'Ivoire, ne semble guère possible, vu, notamment, la présence des forces du maintien de la paix et des forces militaires françaises dans ce pays. Notons que plus de 6.000 soldats des forces de maintien de la paix de l'ONU, et plus de 4.000 éléments des forces françaises sont installés, en Côte d'Ivoire, pour assurer la paix dans le pays.

L'attaque intervient, alors qu'on parlait de conflits éventuels entre les forces gouvernementales et les rebelles ivoiriens. Le refus des rebelles de procéder au désarmement, en Côte d'Ivoire, d'une part, et les pressions exercées sur le président ivoirien, en recourant même aux démarches militaires de la part des partis extrémistes du front gouvernemental, de l'autre, ont préparé, en fait, le terrain à ces dernières attaques.

(1) Il n'y a pas eu que la traite, le système de quasi-esclavage était institué dans le pays même. Dans les plantations, des colons européens bénéficiaient d'une main-d'oeuvre indigène recrutée par le système des travaux forcés. Les travaux forcés instituaient l'obligation de travailler pendant six mois par an chez un colon privé ou dans les services de l'équipement des administrations coloniales. Les travaux forcés étaient la plus décriée des obligations coloniales. Ils constituaient l'institution la plus répressive au débit de la colonisation française. Ils constituèrent un esclavage dans lequel le propriétaire de l'esclave n'avait aucun avantage à bien entretenir son esclave. Le travailleur usé, malade était remplacé après six mois par un homme sain. Ils donnaient lieu à une chasse à l'homme en règle dans la brousse pour recruter le travailleur. La lutte contre la colonisation se fera sur la base de l'organisation des travailleurs ruraux.

(2) Comme l'explique l'écrivain Ahmadou Kourouma, Houphouët Boigny apparaît dans le sillage de la décolonisation. Il est au départ compagnon de route des communistes: "La création en 1944 du Syndicat agricole africain (le SAA), qui sous la direction de Houphouët-

Boigny réussit à réunir jusqu'à 20 000 planteurs, changea les données du problème de l'exploitation quasi esclavagiste des travailleurs agricoles. Le syndicat agricole africain fut formé et piloté par les Groupes d'études communistes (GEC). Les Groupes d'études communistes furent initiés par le Parti communiste français dans les colonies après-guerre. Et le SAA, aidé par le GEC, déboucha sur l'avènement du Rassemblement démocratique africain (RDA). De 1946 à 1950, le RDA fut un fidèle et enthousiaste compagnon de route du communisme. Le communisme avait encore tout son aura, tous ses pièges intellectuels.

Tous les intellectuels, toute la jeunesse étaient communistes dans les pays du tiers-monde. Tout le tiers-monde croyait comme moi que le communisme, c'était se sacrifier, oeuvrer dans le même sens pour le même but. Avec cette organisation de la société, le tiers-monde était assuré de la sortie du sous-développement comme est garanti le lait au bébé de la laitière. Tout le monde se disait prêt à tout sacrifier pour la sortie du sous-développement. Etre un bon compagnon de route du communisme a été profitable au RDA, aux députés africains, à toute la population de l'Afrique noire (les communistes étaient encore au gouvernement). Il a été indispensable pour les débats des deux réformes majeures de l'après-guerre pour les nègres de la brousse et de la forêt. D'abord la suppression de l'indigénat (l'acquisition de la citoyenneté de l'Union française). Pour donner un exemple des plus humiliants, citons l'obligation qu'imposait l'indigénat de se décoiffer face à un Blanc. Ensuite la suppression de l'abominable institution des travaux forcés. La suppression des travaux forcés fut la plus retentissante des libérations du nègre de la brousse. Elle fut dansée de nombreux mois en brousse sous le nom de fête de Houphouët. La renommée de Houphouët égala celle d'un dieu. Pour faire voter la loi supprimant les travaux forcés, Houphouët s'était appuyé sur l'appareil communiste : il a recueilli toutes les voix communistes du Palais-Bourbon. Houphouët devint un compagnon de route du communisme ; il se crut communiste.

Lui, un riche chef de canton, terrien brassant des millions et des millions de francs se crût en ce moment communiste.

La séparation avec le communisme sera retentissante. Le député de la Côte d'Ivoire terminera vers quatre-vingts ans comme l'anticommuniste viscéral que l'on sait. C'était la guerre froide. Le despote bonasse régnait sur la Côte d'Ivoire avec une main de fer, mettait en prison qui il voulait et faisait dire aux journaux, à la radio et à la télévision de la République qu'il était un saint et qu'il ne mourrait pas.

Le boom économique apporta beaucoup de moyens à l'Etat, et l'Etat, c'était Houphouët-Boigny le Vieux, un despote bonasse et très, très dépensier. A la fin de sa vie, il se paya une basilique dans son village natal, Yamoussokro, un peu plus grande que la basilique Saint-Pierre du Vatican." (*Ahmadou Kourouma, dernier ouvrage paru : "Allah n'est pas obligé", Le Seuil, éditeur*)

À cette analyse, il faudrait ajouter celle du rôle joué dans le contexte de la guerre froide par l'antagonisme entre les communistes et la SFIO et de nombreux leaders africains se ralliant à l'internationale socialiste sur la base de cet anticommunisme qui leur permettait de maintenir le parti unique, la répression des communistes et des revendications syndicales. L'union entre les socialistes et la droite française favorisant également la pénétration des "réseaux"...

(3) Ethnies des principaux leaders de la Côte d'Ivoire, acteurs du drame, de la crise ivoirienne : Laurent Gbagbo est bété, vraisemblablement une ethnie paléonigritique existant en Côte d'Ivoire avant les vagues des grandes migrations ; le chef des rebelles Guillaume Soro est senoufo, d'une ethnie arrivée en Côte d'Ivoire au XIe siècle ; le principal opposant au régime de Gbagbo, Alassane Ouattara est mandé (les Mandés sont arrivés en Côte d'Ivoire au XIIIe siècle) ; le général Guei était yacouba (les Yacouba sont de l'ethnie Kuru, venue de l'ouest vers le XIIIe siècle) ; enfin l'ancien président Konan Bédié, qui a fait de l'ivoirité une doctrine de l'Etat ivoirien, est baoulé, d'une ethnie arrivée en XVe siècle.

Danielle Bleitrach enseigne la sociologie à l'Université d'Aix en Provence. Elle est l'auteure de nombreux articles et ouvrages sur la classe ouvrière, l'urbanisation et certains pays du tiers-monde. Elle a été membre du comité national du PCF et collabore à l'hebdomadaire *Révolution*. Dernier ouvrage paru : *Cuba est une île*, en collaboration avec Victor Dedaj (Le temps des cerises, éditeur)

❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées

O Je souhaite continuer à recevoir **Réchauffer la Banquise**

O Je souhaite aider à diffuser **Réchauffer la banquise**

O J'adhère à l'association Cactus Républicain, editrice de **Réchauffer la Banquise** et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de CACTUS

O Je suis disposé(e) à collaborer à **Réchauffer la banquise**

O Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom : Prénom :
Adresse :
Ville : CP :
Téléphone : Courriel :

Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel

Réchauffer la banquise

Publication : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : Joao Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** : Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-Michel Hureau **Grande Reportère** : Florence Bray. **Dessins** : Michel Hulin.
Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris
Courriel : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr
Internet : <http://www.cactus-republicain.org>
Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.

Réchauffer la Banquise recrute toujours des journalistes, intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs...
Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

❖ **SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...**

Elleslils écrivent pour La Banquise : Anne Alize, Elie Arié, Rémi Aufrère, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabriol, Philippe Callois, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Daniel Cojean, François Colas, Fabienne Courvoisier, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Jean-Claude Fiemeyer, Gabriel Galice, Séverine Gille, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Herval, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Diane Le Béguet, Alain Le Dosseur, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Loulou, François Lucas, Georges Michel, Fatiha Mlati, Eric Mouron, Michel Naudy, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Pillier, Michel Portal, Guy Ratane-Dufour, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Emmanuel Saussier, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Louie Wyler, Olivia Zemor...

Elleslils ont participé aux cafés-débats de La Banquise : Géraldine Biaux, Claude Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Temir

*Porras, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco
Antonio Rodrigues Dias...*